

14 Port-Gentil

Vie des partis politiques/PDS

Les femmes soutiennent Carmen Ndaot

SYM
Port-Gentil/Gabon

CARMEN Ndaot a échangé, dernièrement, avec les femmes du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) dont elle est désormais un des porte-étendards. Mme Jeanne Roberte Evandagozo, présidente communale dudit parti, a salué cette initiative qui permet à la ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle d'avoir une idée du fonctionnement des structures politiques du parti. Mme Evandagozo a, ainsi, noté « la détermination,



Photo : Koumou

La ministre Carmen Ndaot lors de l'échange avec...

l'efficacité et l'attachement aux idéaux d'équité, de solidarité et de justice sociale» qui caractérisent le parti de Séraphin Ndaot Rembogo. Non sans lui réaffir-

mer le "soutien" et les "encouragements" des femmes de cette formation politique. Mesurant le poids de ses responsabilités au sein du



Photo : Koumou

...les femmes du PDS, qui lui ont souhaité beaucoup de courage dans sa mission d'Etat.

PDS, Carmen Ndaot a loué les efforts de ses interlocutrices, non seulement pour aider le parti à grandir, mais aussi, en tant que mères de famille, dans

l'équilibre et la stabilité de la cellule familiale en ces temps de morosité économique. «Je vous exhorte à maintenir le cap. Avec votre soutien indéfectible, vos

pertinentes analyses et suggestions, vos opinions claires, voyantes et lucides, nous triompherons du scepticisme de ceux qui nous assimilent à l'être faible. Continuez à assumer pleinement vos responsabilités», a-t-elle recommandé. Au cours de cette rencontre, elle a remis une aide financière à plus de 20 femmes des deuxième, troisième et quatrième arrondissements, sélectionnées sans tenir compte de leur appartenance politique, pour la mise en place des activités génératrices de revenus. Les invitant à une gestion rigoureuse de ces moyens, afin d'être autonomes les jours à venir.

Front social/SEEG
La clientèle désemparée

CNE
Port-Gentil/Gabon

SUITE à la grève lancée jeudi par ses agents, les clients de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) ont du mal à se procurer un ticket Edan ou à régler leurs factures d'eau et d'électricité. De nombreux abonnés partis très tôt de chez eux, ont été surpris de constater la fermeture de toutes les agences. Le préavis de grève déposé sur la table de leur direction générale,

le 19 octobre dernier, n'ayant pas reçu une suite favorable, le Syndicat national des travailleurs du secteur eau et électricité (SYNTEE+), soutenu par le Syndicat des personnels du secteur eau et électricité du Gabon (SYPEG), est entré en grève générale illimitée, tout en maintenant le dialogue avec l'employeur, explique René Evouna Mbang, le président provincial du SYNTEE+. Lequel a informé que le préavis portait essentiellement sur sept points que la direction gé-



Photo : CNE

La clientèle désemparée après la grève déclenchée par le personnel de la SEEG.

nérale de la SEEG a, apparemment, minimisés. Pour

lui, « tant que nous n'aurons pas satisfaction des

points inscrits dans notre cahier de revendications, nous ne lâcherons pas prise.» De leur côté, les Marigovéens se demandent comment vont-elles procéder pour le règlement de leurs factures et de l'achat des unités Edan. Ou encore ce qui les attend en cas d'interruption de la fourniture en eau et en électricité. « Nous étions en réunion de conciliation ce matin (jeudi) avec le directeur local, en vue de la mise en œuvre d'un service minimum. Les populations pour-

ront s'approvisionner en unités Edan auprès des revendeurs agréés, mais pas dans nos agences», a précisé le président provincial du SYNTEE+, rassurant qu'aucune coupure d'eau n'est envisageable. Aussi, a-t-il ajouté, «le paiement des factures ne sera certainement pas possible pendant toute la durée de la grève.» Avant de conclure que « nous restons à la disposition de la direction générale pour une éventuelle entrée en négociation.» Ce qui est effectif depuis hier à Libreville.

Causeries éducatives sur les violences sexuelles faites aux enfants à l'école

Le programme dévoilé

FAE
Port-Gentil/Gabon

LA direction provinciale de la Culture et de l'Education civique, appuyée par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), anime, du 6 au 10 novembre 2017, une série de causeries éducatives pour lutter et, surtout, prévenir

contre les violences sexuelles faites aux enfants à l'école, sur le thème "Un bon éducateur ne viole pas..., il protège". Le comité multisectoriel mis en place pour entretenir les populations comprendra, outre l'administration précitée, la direction d'Académie provinciale, la direction provinciale de l'Action sociale, le tribunal de pre-



Photo : Sidonie Ambongulia

mière instance (justice des mineurs) et l'Ong Santé Sexualité Sensibilisation (3S). Rève Béatrice Mboumba, directrice provinciale de la Culture et de l'Education civique et coordinatrice de

Le comité multisectoriel sur la lutte contre les violences sexuelles sur les enfants en séance de travail

l'activité, en a communiqué le programme, dernièrement. Les causeries auront lieu les après-midi, le 6 novembre au magasin CKdo de Matanda; le 7 novembre à l'école Matiti 1; le 8 novembre à la nouvelle route du "Transfo", le 9 novembre au carrefour du château d'eau et le 10 novembre à la halte-garderie de Masuku. L'accès y est libre.

Vie des associations/Assemblée générale des Adyumba
Bientôt un support écrit sur la tradition de la communauté

RAD
Port-Gentil/Gabon

LE bureau national de l'association de la communauté Adyumba s'est réuni, dernièrement, à la mairie du 3e arrondissement, autour de son président, Victor Rogandji. Au cours de cette rencontre, les participants ont examiné et adopté le règlement intérieur de l'association, et se sont penchés sur l'approbation du compte rendu des états généraux sus-évoqués et du procès-

verbal de constitution du mouvement. Le bureau national a, par ailleurs, validé les actions à mener en 2018, notamment la rédaction d'un document sur la tradition de la communauté. «Il est important d'avoir ce support qui nous permettra d'agir en accord avec notre tradition», a souligné Victor Rogandji. D'après ce dernier, la communauté souffre d'un déficit d'images, de représentation et d'organisation. La destruction de leurs instances et le défaut d'harmonie collective ont été autant de facteurs fai-



Photo : Julie Nguimbi

Le bureau de l'association de la communauté Adyumba après les travaux de leur assemblée générale.

sant planer, en leur sein, la menace d'une disparition plus ou moins proche. Fort de ce constat, le bu-

reau national milite pour un retour aux sources de leurs membres et de leur patrimoine culturel ances-

tral. Dans ce sens, il a été retenu la création d'un site culturel qui permettra de faire revivre cette culture et de ramener les Adyumba vers leurs villages. «Nous avons partagé nos idées qui peuvent être différentes mais reposant, toutes, sur des valeurs et une histoire commune. Nous sommes d'accord pour un retour aux sources qui nous permettrait de faire face à l'exode rural, cause principale de la mort silencieuse de nos villages», a déclaré M. Rogandji. Les Adyumba, selon le Pr

Wilson-André Ndombet, faisaient partie des premiers clans du groupe Mpongwè et occupaient l'Estuaire de la rive gauche du Komo. Ils étaient tous originaires de la région du Haut-Ivindo, lieu de séparation des Galwa, Nkomi, Ôrungu, Enenga et des Mpongwè, leurs affiliés. Ils occupent actuellement les bords du lac Azingo et de l'Ogooué où ils fondèrent, respectivement, les villages Mandezembani et Arevoma. Le prince François Ambourouet-Rogonout est le chef en poste des Adyumba.